



Ville de Chauffailles

ARRETE MUNICIPAL N° 2026/163

Portant autorisation de stationnement pour le déménagement d'un grenier, N°28 Rue Antonin Achaintre à Chauffailles.

Le Maire de la Ville de CHAUFFAILLES

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2211.1 à L.2212.6 et L.2213.1 à L.2213.31,
Vu le Code de la route et notamment les articles L325-1 à L325-3, R110-1, R110-2, R325-12 à R325-45, R411-5 ; R411-8, R411-25 à R411-28, R417-1, R417-10 à 417-12,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu le Code de la Sécurité Intérieure,
Vu le Décret N° 86-475 du 14 Mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de Police en matière de circulation routière,
Vu le Code Pénal et notamment ses articles R.610-5 et 131-13,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel modifié du 7 juin 1977,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
Vu l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, modifié par l'arrêté du 21 septembre 1981, relatif à la signalisation routière (livre 1 – huitième – signalisation temporaire),
Vu la demande formulée par Monsieur DUBOUIS Robert,
Considérant qu'il y a lieu, pour des raisons de sécurité et de commodité, de réglementer le stationnement rue Antonin Achaintre à Chauffailles pour le déménagement d'un grenier,

ARRÊTE:

Article 1er : En raison du déménagement du grenier, au droit du bâtiment N°28 rue Antonin Achaintre à Chauffailles, 2 places de stationnement seront réservées devant les N°26 et N°28 rue Antonin Achaintre à Chauffailles, du vendredi 30 octobre 2026 de 08 heures au samedi 31 octobre 2026 à 18 heures.

Article 2 : Le stationnement sera interdit au droit du déménagement.

Article 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place par Monsieur DUBOUIS Robert afin de permettre l'application du présent arrêté.

Article 4 : Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2026/163

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale ainsi que les Agents de la Police municipale de Chauffailles sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Cet arrêté sera publié dans les registres des arrêtés.

- Une ampliation du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Chauffailles.
- Monsieur le Commandant du Centre de Secours de Chauffailles.
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Chauffailles.
- Monsieur DUBOUIS Robert, 28 rue Antonin Achaintre 71170 Chauffailles, 03.85.26.44.46

Fait à Chauffailles, le 13 octobre 2026

Stéphanie DUMOUIN

Maire de la commune de Chauffailles,
Saône et Loire

